

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
DE LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE (SAS) LE ROUX
DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE
ET LES INSTALLATIONS ANNEXES DE PREMIERS TRAITEMENTS DES MATÉRIAUX,
SISE LIEU-DIT « PONT RODOU» – 29100 POULDERGAT**

Le Préfet du Finistère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral d'exploitation délivré le 31 mars 2008 à la société par actions simplifiée (SAS) LE ROUX pour l'exploitation d'une carrière (renouvellement avec approfondissement) au lieu-dit « Pont Rodou » sur le territoire de la commune de POULDERGAT ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du 12 février 2025 ;

VU le courrier du 12 février 2025 adressé en recommandé avec accusé de réception à la société par actions simplifiée (SAS) LE ROUX l'informant de la mise en demeure dont elle est susceptible de faire l'objet et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence observation formulée par l'exploitant dans le délai réglementaire de 15 jours ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 susvisé précise à l'article 3.3. : *« Clôture : L'accès de toute zone dangereuse sera interdite par une clôture. Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes. Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part en périphérie. »* ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 20 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respecte pas la prescription en matière d'interdiction d'accès de toute zone dangereuse de son établissement, du fait que la périphérie de l'établissement est dépourvue de grillage, la végétation existante ne peut être considérée comme une barrière naturelle et face aux risques de chutes de hauteurs très importantes des fronts de tailles existants ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 20 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respecte pas la prescription en matière d'interdiction d'accès de toute zone dangereuse de son établissement, du fait qu'aucune pancarte signalant le danger n'est visible sur les chemins d'accès et en périphérie du périmètre de l'ICPE.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.3. de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 susvisé précise à l'article 6.1. : « Principe d'exploitation : L'exploitation sera conduite, sur l'emprise autorisée, conformément à celle décrite dans le dossier de demande et aux plans de phasage joints au présent arrêté. [...] » ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 20 janvier 2025, l'inspection des installations a constaté que l'exploitant ne respecte pas la prescription en matière de conduite de son exploitation, du fait du non-respect des phasages par de très faibles volumes d'extraction ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 6.1. de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 susvisé ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société par actions simplifiée (SAS) LE ROUX de satisfaire aux dispositions prescrites aux articles 3.3. et 6.1. de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1 – Respect de l'article

La société par actions simplifiée (SAS) LE ROUX exploitant une carrière sise au lieu-dit «PONT RODOU » sur la commune de POULDERGAT est mise en demeure de respecter :

- **sous un délai maximal d'un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.3. de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 susvisé ;
- **sous un délai maximal de deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6.1. de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 susvisé.

Article 2 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère, le Maire de la commune Pouldergat, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société par actions simplifiée (SAS) LE ROUX et dont une copie sera adressée au Maire de Pouldergat.

Quimper, le 03 AVR. 2025

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



François DRAPÉ

